

USAGERS ET PERSONNELS DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX



Pour une reconquête de la protection sociale, Pour un grand service public de Santé et d'Action Sociale

► Jamais notre protection sociale et notre système de santé et d'action sociale n'avaient subi d'attaques aussi puissantes. Depuis plusieurs années, l'activité hospitalière augmente de 5% par an alors que les taux d'augmentation des budgets n'évoluent que de 2% à 2,5%. Ces budgets ne permettent même pas de maintenir les effectifs.

► Les plans successifs d'investissements insuffisamment aidés (« Hôpital 2007 », « Hôpital 2012 ») ont provoqué un endettement massif, y compris par des emprunts « toxiques ». Et l'hôpital se voit imposer 440 M € « d'efforts » alors que rien n'est fait pour régler cet endettement...

**C'est la première fois que
l'enveloppe budgétaire
des hôpitaux sera inférieure
à celle des soins de ville !**

► Dans le secteur social, la Modernisation de l'Action Publique (MAP) qui est le prolongement des politiques antérieures de restructurations (RGPP...) va aggraver la dégradation des conditions d'accueil et de prise en charge de tous les publics (petite enfance, enfance, familles, personnes âgées, handicapés...).

► Cela va se traduire par des milliers de suppressions d'emplois dans les hôpitaux. Les conditions d'accueil des patients et les conditions de travail des personnels vont se dégrader davantage encore...



**Dans la
lignée des politiques
menées ces dernières
années,
le gouvernement
poursuit la casse et
le démantèlement :**

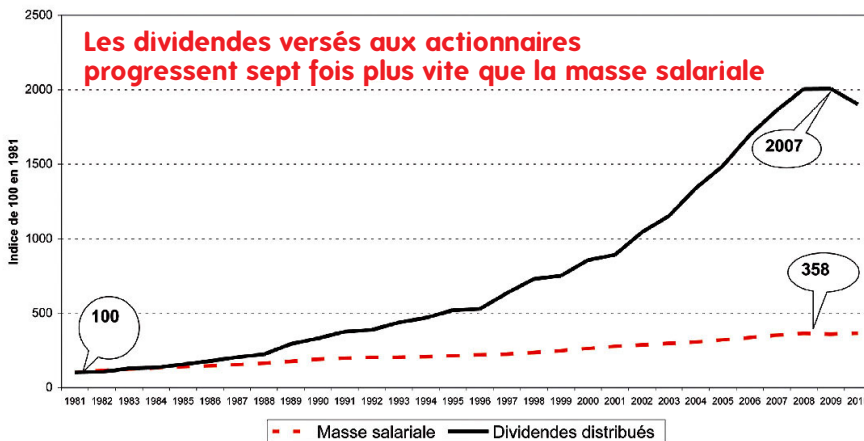
- ☑ des heures d'attente aux urgences,
- ☑ le déremboursement des produits pharmaceutiques,
- ☑ les franchises médicales,
- ☑ les fermetures des maternités de proximité,
- ☑ l'absence de prise en charge et de suivi des pathologies psychiatriques,
- ☑ la marchandisation de la prise en charge des personnes âgées,
- ☑ les groupements de coopération sanitaire public/privé, les partenariats public/privé favorisant le privé lucratif au détriment du public,
- ☑ les fermetures de services et d'hôpitaux de proximité...

► Depuis que le Gouvernement et le patronat se sont entendus pour mettre en place dans nos secteurs une politique de « rentabilité du soin » et pour faire de la maladie, du handicap et des personnes âgées des marchandises rentables, la précarité de l'emploi n'a cessé d'augmenter.

Les recettes de la sécurité sociale ont été détournées au profit des trusts pharmaceutiques du secteur assurantiel et bancaire.



C'est d'une autre politique dont nous avons besoin, adossée à un véritable service public et à d'autres choix de société englobant tous les pans de la protection sociale :



► Une prise en charge de la santé à 2 vitesses, celle des riches et celle des pauvres, s'accroît dangereusement.

► Les diagnostics régionaux démontrent des carences et des inégalités criantes, voire alarmantes pour la population. Les déserts médicaux se font de plus en plus nombreux...



- ☑ Le droit à la santé pour tous dans la proximité et la qualité,
- ☑ Le droit à la sécurité sociale,
- ☑ Le droit à la maternité, à l'éducation des jeunes enfants, au logement,
- ☑ Le droit de vivre sa vieillesse dignement,
- ☑ Le droit à l'emploi,
- ☑ Le droit à un grand service public de santé et d'action sociale concourant à l'accès aux soins, au droit à l'autonomie, à la cohésion sociale, à la protection des plus faibles et des plus démunis.

Les revenus financiers des entreprises (en milliards d'euros)

	INTERETS	DIVIDENDES AUX ACTIONNAIRES	TOTAL
2005	52.7	118,4	171,0
2006	65.2	141,1	206,3
2007	84.6	155,4	240,0
2008	91.8	165,1	256,8
2009	64.1	162,9	227,1
2010	53.7	150,0	203,7

Pour la CGT, une part plus importante des richesses créées par le travail doit être consacrée au financement de la Sécurité sociale.



- ▶ Les ressources affectées au financement de la protection sociale sont insuffisantes, sans commune mesure avec les besoins des assurés sociaux.
- ▶ Cette insuffisance s'explique avant tout par le niveau trop bas des salaires, celui du chômage et le développement massif des exonérations de cotisations sociales.
- ▶ Elle conduit à l'explosion des déficits et sert à justifier les reculs : baisse du taux de remboursement des dépenses de soins, pression sur l'hôpital public, recul du niveau des retraites, des prestations familiales...

Dans ces conditions, la Sécurité Sociale devrait :

- ☑ Assurer l'égalité d'accès aux meilleurs soins, en améliorer la qualité et le remboursement, supprimer toutes les franchises et autres forfaits, dépassements d'honoraires, etc.
- ☑ Développer la prévention, le dépistage.
- ☑ Assurer le droit à une maternité pleinement choisie et protégée, et une politique familiale solidaire avec des allocations familiales dès le premier enfant, des droits nouveaux pour les parents séparés et une allocation de rentrée scolaire revalorisée.
- ☑ Créer un service d'accueil diversifié des jeunes enfants dans le cadre du service public comprenant des équipements collectifs et des services individuels adaptés aux horaires de travail des parents et aux rythmes de vie des enfants.
- ☑ Permettre un véritable droit au logement.
- ☑ Prendre en charge les personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie.
- ☑ Attribuer aux jeunes une Allocation Autonomie.
- ☑ Assurer à toutes et tous un départ à la retraite à 60 ans, à 75% minimum des derniers salaires pour une carrière complète, en tout cas jamais inférieure au SMIC. Valider les années d'études et toutes les périodes de recherche d'emploi. Permettre le départ anticipé à partir de 55 ans en cas de travail pénible.



Pour cela, il est nécessaire d'agir sur tous les leviers qui contribuent au financement et au développement de la protection sociale :

On peut faire autrement !

- ✓ Par la qualité de l'emploi et des salaires,
- ✓ Le plein emploi en lien avec le développement industriel et celui des services publics,
- ✓ Le développement de l'emploi stable et l'augmentation des salaires sont les premiers leviers d'augmentation des cotisations qui financent la protection sociale,
- ✓ Le mode de calcul des cotisations sociales ne doit pas inciter à la réduction des salaires et du nombre de salarié-es,
- ✓ Tous les éléments de rémunération doivent être soumis à cotisations : les exonérations de cotisations sociales doivent être supprimées. Les cotisations sociales doivent s'appliquer à l'intéressement, à la participation, mais aussi aux revenus financiers,
- ✓ Le recouvrement des dettes patronales et gouvernementales,
- ✓ La suppression du secteur "marchand" de la santé et de l'action sociale.

**USAGERS, PERSONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES
ET SOCIAUX,
ASSURÉS SOCIAUX,
AGISSONS !**

Pour une protection sociale,
pour une politique de Santé
et de l'Action Sociale,

**Ensemble,
rassemblons-nous
pour la reconquête de
la Protection sociale.**



Retrouvez toute l'actualité de la
Fédération CGT Santé et Action
Sociale en vous connectant sur
www.sante.cgt.fr

